



UN DÉBAT PUBLIC SUR LE SECTEUR FORESTIER

Un modeste projet de sensibilisation résulte en une proposition de la société civile pour réformer le secteur forestier dans un pays ravagé par le conflit civil. Les éléments clés de cette proposition sont actuellement intégrés à l'ensemble des mesures prises pour la réhabilitation et la réforme du secteur forestier au Liberia, sous la direction du gouvernement américain.

Dès 1990, les sociétés d'exploitation forestière, les groupes de rebelles, les réseaux criminels et le régime de l'ancien président Charles Taylor se sont associés pour piller les réserves naturelles du Liberia. Une des rares organisations qui a réussi à rassembler des preuves de ces pratiques destructives d'exploitation, des abus environnementaux et des violations des droits de l'homme, est l'ONG SDI (*Sustainable Development Institute*). Cette dernière a pour objectif d'encourager le débat public, d'influencer le développement politique et d'améliorer la compréhension locale et internationale de ces problèmes. Une formidable opportunité pour cela s'est présentée en 2003, lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies avait ordonné au nouveau gouvernement libérien de réformer le secteur forestier du pays.

ACTIVITÉS Dans le but d'aider la société civile à participer et à contribuer au processus, SDI avait organisé un atelier de planification en avril 2004. Cet atelier visait à développer une proposition de la société civile, détaillant les principales questions que le processus de réforme devait aborder et résoudre, ainsi qu'un plan d'action. Le plan de proposition résultant de l'atelier avait ensuite été publié deux jours d'affilée dans un des plus grands quotidiens du Liberia et était accompagné d'un appel aux lecteurs, leur demandant de fournir leurs commentaires et de soumettre leurs idées. Les représentants de la société civile ont également participé une heure durant à une émission radio qui avait été radiodiffusée simultanément sur trois stations, avec appels téléphoniques de la part des auditeurs pour discuter du plan de proposition. Tout cela a aidé à augmenter considérablement le niveau de sensibilisation sur le processus de réforme. À la suite d'un examen des commentaires et suggestions, le plan a été finalisé par la société civile Forest Sector Reform Working Group (Groupe de travail de la réforme du secteur forestier).



Établissement minier illégal. Photos: Silas Siakor.

IMPACT Ce petit projet a mené à la création d'une proposition complète de la société civile pour la réforme du secteur forestier libérien, en sécurisant un espace pour la société civile et la participation publique dans le processus. La proposition recommandait de procéder à un examen indépendant de toutes les concessions d'exploitation, suite à deux tentatives gouvernementales qui avaient échoué. Les recommandations du projet abordaient également des questions telles que le partage avec les communautés rurales des revenus générés par l'exploitation. L'impact le plus important du projet était d'avoir réussi à maintenir le processus concentré sur la réalisation d'une bonne gouvernance dans le secteur, durant les conséquences dévastatrices de la guerre civile. L'initiative menée par le gouvernement américain en faveur des forêts du Liberia, à laquelle participe activement le programme pour la conservation de la forêt de l'IUCN, intègre pleinement les éléments clés de la proposition de la société civile dans l'ensemble des mesures prises pour la Réhabilitation et la réforme du secteur forestier au Liberia. Par la construction d'alliances entre les ONG qui travaillent dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie, les liens entre la conservation de la nature et la justice sociale ont pu être efficacement communiqués et compris par les publics ciblés.

Avec d'autres ONG, SDI avait déjà dénoncé un grand nombre de violations d'exploitation massive par l'ancien président Charles Taylor, ce qui avait décidé le Conseil de sécurité des Nations unies à mettre l'embargo sur l'exportation du bois libérien. Tous ces progrès et réussites ont obtenu la reconnaissance internationale en avril 2006, lorsque le prestigieux prix Goldman pour l'Environnement a été décerné à Silas Siakor, directeur de SDI. Ce dernier avait déjà reçu en 2002 un autre prix pour ses efforts pour l'environnement, à savoir le prix Whitley pour les droits de l'homme et l'environnement.

Bénéficiaire: SDI (Sustainable Development Institute)

Projet: 'Coordinating civil society participation in forest sector reforms' (2004)

Montant de subvention: € 5,800

Catégorie: Governance

www.sdiliberia.org